

Née en Glâne, l'association Terre durable promeut la production locale de petites exploitations.

# Label biologique pour microfermes

« CHARLES GRANDJEAN

**Agriculture** » Posté à l'arrière de sa ferme de Villarsiviriaux, Benoît Girardin parvient à observer l'entier de son domaine avec sa serre, son champ et son verger. Normal, ses terres ne s'étendent que sur 8000 mètres carrés. Avec d'autres, ce maraîcher à temps partiel – il est physiothérapeute à 40% – a créé en 2019 l'association Terre durable, qu'il préside. Elle est à l'origine d'un label spécialement destiné aux microfermes comme la sienne.

Lancée officiellement en février, cette appellation, une marque déposée, a été délivrée à six exploitations romandes à ce jour, dont deux dans le canton de Fribourg. «Il n'existe pas de définition exacte de la microferme. Avec ce label, nous en proposons une, expose Benoît Girardin. La microferme ne doit pas dépasser 5 hectares. Elle doit proposer une grande diversité de cultures, réduire les intrants pour diminuer les déchets et l'énergie grise et, surtout, être tournée vers la vente directe et les circuits courts.»

Pour affiner ses critères, le label Terre durable a pu s'appuyer sur l'expérience pilote de Jonas Gavillet, maraîcher biologique à Prez-vers-Noréaz. Lui-même se dit influencé par les concepts de microferme développés outre-Atlantique par des agriculteurs médiatisés tels qu'Eliot Coleman et le Québécois Jean-Martin Fortier. «L'année passée, on a cultivé sur une surface de 1800 mètres carrés. Cette année, on double la surface pour augmenter notre offre en légumes», relève Jonas Gavillet, en charge du volet arboriculture de Terre durable. Le comité de l'association bénéficie encore de l'expertise du biologiste Yann Fragnière, de la chimiste Line Girardin, experte en sécurité alimentaire, et de Nicolas Gottofrey pour la communication.

## Ouvert aux amateurs

«Les membres du label doivent suivre les grands standards de



Le comité de Terre durable s'est encore réuni début mars à Villarsiviriaux, peu avant l'entrée en vigueur des mesures sanitaires. Alain Wicht

## «C'EST UN MODÈLE TRÈS INTÉRESSANT», ESTIMENT LES EXPERTS

Le label Terre durable interpelle le monde agricole fribourgeois. «Cette démarche de relier producteurs et consommateurs me paraît intéressante», commente Pascal Krayenbuhl, découvrant le projet. Le chef du Service de l'agriculture salue «l'esprit d'initiative et la créativité» des auteurs du label: «La structure de leur label m'a l'air raisonnable et logique.» Ce qui ne l'empêche pas de soulever un questionnement: «Le foisonnement des labels est parfois reproché par les consommateurs qui s'y perdent. Je me demande quelle

est leur plus-value par rapport au consommateur et comment ils garantissent la crédibilité des contrôles.»

Coprésidente de Bio Fribourg, Sylvie Bonvin-Sansonens craint-elle un label concurrent? «Pas du tout, car ce sont des producteurs qui le créent. Ça devient plus problématique quand les distributeurs créent des labels, car les coûts sont reportés sur les producteurs et le consommateur peine à s'y retrouver.» La députée des Verts accueille l'initiative de Terre durable comme «un encouragement à ceux

l'agriculture biologique», précise Benoît Girardin. Ils sont ainsi tenus de se conformer aux prestations écologiques requises (PER) définies par la Confédération, ainsi qu'à l'Ordonnance sur l'agriculture biologique.

**«Il n'existe pas de définition de la microferme. Avec ce label, nous en proposons une»**

Benoît Girardin

Terre durable ne souhaite pas concurrencer les autres labels agricoles bio. «On est complémentaires. La force de notre label est qu'il s'adresse tant aux professionnels qu'aux non-professionnels qui veulent faire de la vente directe, répond Benoît Girardin. Ce qui nous distingue des grandes exploitations bio, c'est l'exigence de la pluriculture, le soin du sol sans labour. Nous n'utilisons pas de plastique jetable aux champs. Une partie des plantons doit être faite sur l'exploitation et l'utilisation des intrants du commerce est réduite.»

Pour mesurer l'engagement des détenteurs du label, l'association a établi un cahier des charges articulé autour d'un système de points calculé sur divers critères allant de la qualité de la fumure aux activités

complémentaires en passant par la gestion des déchets. Quant au suivi, il s'effectue une fois par an par un groupe de contrôleurs, sous la houlette de Benoît Girardin. Ce dernier assure être lui aussi soumis aux exigences du label: «Un règlement est spécialement défini pour les contrôleurs.»

## Transition écologique

L'idée du circuit court est également au cœur de la démarche de l'association, qui préconise d'écouler ses produits sur un marché, dans l'épicerie du village, au marché à la ferme ou à un restaurant du coin. «On n'est pas tenu par la grande distribution. Pour moi, c'est l'avenir de l'agriculture, mise l'habitant de Villarsiviriaux. La population doit maintenant comprendre que l'enjeu de la transition écologique passe par la production et la consommation locales.»

Si la rentabilité d'une microferme reste à démontrer – ces maraîchers comptent pour l'heure sur des revenus annexes, dont ceux de leurs épouses –, tous deux sont persuadés du chemin à suivre, loin des larges champs de production industrielle. Eux misent sur une motorisation légère, comme le motoculteur. «Pour qu'une microferme soit rentable, il faut augmenter la densité. Comme on travaille à la main, on peut planter plus serré sans suivre les distances standardisées nécessaires au passage des tracteurs, comme Jonas Gavillet. On peut dès lors associer des cultures entre les lignes, comme de la betterave avec de l'ail.» Autre argument économique qu'ils avancent: l'absence d'intermédiaires et des investissements peu coûteux en équipement agricole. «On cherche la mécanisation qui correspond à nos besoins. Cela nous pousse à innover», observe Jonas Gavillet, qui évoque sa houe à roue. Et de conclure: «Ce que l'on produit, ce sont des légumes de grand-maman, cultivés à la main, avec soin.»